

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 21/03/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COLAS France**

6 avenue Charles Lindbergh  
BP 70342  
33697 MERIGNAC  
33700 Mérignac

Références : 2024.066  
Code AIOT : 0005506331

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement COLAS France implanté Le Grognet 22190 Plérin. L'inspection a été annoncée le 12/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société Colas France a repris l'exploitation du site du Grognet suite à la fusion simplifiée de la société Nicol Environnement au sein du groupe depuis le 1er mai 2023, avec effet rétroactif au 1er janvier 2023.

Pour le site du Grognet, la société a décidé de suspendre les activités du site depuis le 1er avril 2023 et jusqu'à septembre 2023 pour réorganiser le changement des équipes et les modalités

d'exploitation.

Des travaux ont été effectués, notamment :

- Le changement du pont-bascule ;
- L'installation de la fibre pour optimiser la connexion avec le site de Ploufragan où sera présent le responsable d'exploitation et l'équipe administrative ;
- La modification du sens de circulation du site et l'amélioration des voies avec l'aménagement des accès et la pose d'un revêtement bitumineux ;
- La préparation de la plateforme de concassage (terrassment et nettoyage) ;
- La sécurisation des accès ;

La date de fin d'exploitation du site du Grognet est fixée au 9 août 2027, soit dans 3 ans.

L'accès aux plateformes de déchets inertes par l'entrée actuelle, située au bas du site, devient de plus en plus compliqué. Au vu de l'évolution de la topographie et des difficultés croissantes des accès aux plateformes, l'exploitant envisage un accès par le haut du site. Il a rencontré la mairie de Plérin et le département pour évoquer ce projet. Un retour du département est attendu pour avril 2024. Compte tenu de la durée restante d'exploitation et des modifications envisagées, un dossier de demande d'autorisation environnementale sera sûrement à prévoir. Une demande de prolongation temporaire au titre de l'article R.181-49 du Code de l'Environnement sera peut-être nécessaire.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLAS France
- Le Grognet 22190 Plérin
- Code AIOT : 0005506331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société COLAS France a succédé à la société NICOL Environnement à partir du 01/05/23 avec effet rétroactif au 01/01/23. Elle exploite une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux de construction (ISDND amiante) et de déchets inertes (ISDI), au lieu-dit Le Grognet sur la commune de PLERIN.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fréquence auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 8-3	Sans objet
2	Paramètres auto-surveillance des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 5	Sans objet
3	Mesures des fibres d'amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43	Sans objet
4	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 66	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Piézomètre	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	Sans objet
6	Arrosage des pistes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 23	Sans objet
7	Disposition pour limiter les émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 24	Sans objet
8	Organisation du stockage de l'ISDI	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au contrôle de 2023, l'équipe a rapidement corrigé les non-conformités constatées cette année. L'inspection de 2024 s'inscrit dans cette dynamique l'ensemble des constats étant conforme.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fréquence auto-surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 8-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des fréquences
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société NICOL ENVIRONNEMENT procède à la mise en conformité de son site vis-à-vis du respect de la fréquence trimestrielle des analyses de ses eaux de ruissellement, conformément à l'article 8-3 de son arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/16 :</p> <p>« Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance :</p> <p>L'autosurveillance comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi de la qualité des rejets au milieu naturel : <ul style="list-style-type: none"> <li>en phase d'exploitation (phase d'admission et de stockage de déchets) : analyse trimestrielle de l'ensemble des paramètres listés à l'article 5 du présent arrêté. [...] »</li> </ul> </li> </ul> <p>L'exploitant assurera cette mise en conformité réglementaire en respectant les fréquences de son autosurveillance.</p> <p>Il veillera à renseigner régulièrement l'application GIDAF.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour le trimestre 4 - 2023, les analyses ont été réalisées en décembre 2023. Les analyses de mars juin et septembre 2023 ne présentent pas de dépassement. Le rapport devrait être finalisé en février 2024.</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dès la réception des résultats des analyses réalisées en décembre 2023, l'exploitant transmettra un exemplaire numérique à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Paramètres auto-surveillance des eaux superficielles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE des eaux de ruissellements avant rejet

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux de ruissellement dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-après définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur: N°1 (eaux de ruissellement)

cf. tableau de valeurs de l'AP

**Constats :**

Les analyses des trimestres 1, 2 et 3 - 2023 sont conformes sur les MES et les métaux totaux :

Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3
MES : 87 mg/l	MES : 15 mg/l	MES : 2 mg/l
Métaux totaux : 10,7 mg/l	Métaux totaux : 0,818 mg/l	Métaux totaux : 0,216 mg/l

L'analyse des rapports de 2023 avait montré le manquement du suivi du chrome hexavalent (Cr6+).

Pour rappel, le paramètre Chrome (Cr) mesuré pour la somme des métaux est différent du Chrome hexavalent (CrVI).

L'exploitant veillera également à indiquer à son laboratoire que s'il n'a pas pu réaliser la mesure de l'indiquer dans son rapport ainsi que le motif.

Il a été constaté lors de la visite que le débroussaillage des abords du bassin avait été réalisé, de plus l'exploitant a déclaré avoir mis en place des procédures de contrôle visuel régulier avec programmation d'intervention si nécessaire. De plus le rotoluve, a été nettoyé comme demandé en 2023. L'exploitant a déclaré qu'il s'assurera de son nettoyage régulier et complet.

Enfin, l'enherbement constaté en 2023 autour du fossé de canalisation des eaux boueuses avant l'arrivée au bassin est maîtrisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant a déclaré avoir mis à jour le devis avec son laboratoire pour 2024 en y intégrant le Cr6+ et le contrôle de radioactivité pour 2024. Ce devis, présenté lors de l'inspection, devra être transmis une fois validé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Mesures des fibres d'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des fibres d'amiante
<b>Prescription contrôlée :</b> II. Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.
<b>Constats :</b>  Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement a été réalisée le 13 juin 2023. Elle ne présente pas de détection de fibre d'amiante.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Suivi des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 25 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé est remplacé par : « Art. 25. L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...]
Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m <sup>2</sup> / j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>La mesure des retombées de poussières a été réalisée l'été 2023 (septembre).  Une copie du rapport a été remis par mail avant la visite :  Valeurs des points :  P1 : 419 (2021) - 331 (2022) - 499 (2023) = Jauge témoin n°1 - Point Bruit de fond, point toujours <b>non</b> conforme  P2 : 239 (2021) - 111 (2022) - 104 (2023) = point conforme  P3 : 188 (2021) - 169 (2022) - 63 (2023) = point toujours conforme  P4 : 180 (2021) - 186 (2022) - 123 (2023) = point toujours conforme  P5 : 759 (2021) - 205 (2022) - 69 (2023) = point revenu conforme  P6 : XXX (2021 - XXX (2022) - 116 (2023 = Jauge témoin n°2 - Point Bruit de fond 2, éloignée de la couverture végétale, point conforme</p> <p>P1 est toujours en dépassement. Ce point se situe tout en haut du front de taille après la végétation (en limite d'une pâture de chevaux). Le témoin de l'activité agricole à proximité P6 ne présente pas de dépassement.</p> <p>Les mesures en 2024 sont à faire préférentiellement lors de l'activité du site en période sèche (juillet).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une mesure lors de la période de fermeture du site en août 2024 sur P1 permettrait de clarifier s'il s'agit d'un problème en lien avec la localisation du point ou avec l'activité du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Piézomètre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nivellement NGF et identification
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 2 mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :</p> <p>[...]</p> <p>- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines [...], leurs coordonnées géographiques [...], la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

**Constats :**

Dans son courrier en réponse à l'inspection 2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants pour les piézomètres du site :

- Le nivellement ;
  - La localisation ;
  - Les numéros BSS (BSS004JTQK, BSS004JTQN, BSS004JTQQ) ;
  - La rubrique IOTA concernée par l'installation (Rubrique 1.1.1.0) ;
- « Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau » ;
- La matérialisation pérenne du repère de la côte NGF sur la tête d'ouvrage et l'identification du piézomètre.

Ces éléments ont été vérifiés conforme lors de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Arrosage des pistes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 23

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations et d'arrosage des pistes. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.

**Constats :**

L'inspection s'est déroulée hors période d'activité. Néanmoins, l'exploitant déclare faire appel à une tonne à eau disponible sur son site de Ploufragan. De plus la présence d'une balayeuse mécanique a été constatée sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Disposition pour limiter les émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des émissions de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi de poussière 2023 est globalement bon, seul le point P1 est constamment en dépassement. Néanmoins, le point de contrôle P6 situé sur la même parcelle à 50 mètres ne présente pas de dépassement. De plus, le point P1 présente plus de poussière que les points in situ.</p> <p>Enfin, l'exploitant a précisé disposer d'une tonne à eau qu'il fait venir de Ploufragan en cas de besoins pour laver et humidifier les déchets. Il dispose aussi sur site d'une balayeuse et a enrobé une partie des voies du site ce qui limite la poussière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une mesure hors activité du site en août du point P1 est souhaitable pour déterminer l'origine de ces dépassements ou du moins disposer d'une valeur témoin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Organisation du stockage de l'ISDI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ;</li> <li>- elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ;</li> <li>- elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la bonne tenue du site, avec notamment, la mise en place d'une</p>

voirie partiellement enrobée, une délimitation claire des zones d'activité (stockage amiante ou inerte et concassage). Il est à préciser que le site était à l'arrêt entre avril et septembre 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite